

Associations et artistes contre la xénophobie le 4 septembre

Publié par Corse Matin, le dimanche 29 août 2010



Associations, partis de gauche, nationalistes, syndicalistes et artistes seront au rendez-vous le 4 septembre devant la préfecture pour dénoncer la politique du « bouc émissaire » pratiquée par le gouvernement à l'approche des présidentielles.

Le mouvement est national. Il est parti, en plein mois d'août des déclarations stigmatisant les gens du voyage en général et les Roms en particulier. Mais aussi des mesures concrètes du gouvernement : charters de reconduite à la frontière.

Il est national à la suite d'une réprobation qui devient internationale. Lorsque le Vatican, la commission européenne et même l'Onu froncent les sourcils, ce n'est pas anodin.

Sur tout le territoire français, le 4 septembre, des rassemblements sont organisés à l'initiative des organisations de défense des droits de l'homme, des partis de gauche, mais aussi d'associations, d'artistes, de simples citoyens.

En pleine période de vacances, la pétition de condamnation (accessible sur www.ldh-corsica.org) a recueilli plus 37 000 signatures.

Liberté, égalité, fraternité

A Ajaccio comme dans 70 villes, le 4 septembre, le cours Napoléon sera bloqué à partir de 17 heures devant la préfecture.

Vingt-sept partis et associations appellent d'ores et déjà à ce rassemblement : a Filetta, Amapola, Amensty international Corse, Ava basta, Canta u populu corsu, CFDT, CGT, Cinqui sò, collectif des avocats contre la justice d'exception, comité des chômeurs, Corsica per vive, Euromediterranea, FCPE, FSU, I Verdi corsi, ligue des droits de l'homme, PCF, Per a pace, PNC, PS, réseau des enseignants du primaire en résistance, secours populaire français, Sud télévision Corse, Union des Marocains, Unsa, Union régionale des foyers ruraux, Via Campagnola.

Un seul mot d'ordre : « face à la xénophobie et à la politique du pilori : liberté, égalité fraternité ».

Au cours de la conférence de presse qui s'est tenue vendredi matin, les représentants de tous ceux qui appellent à ce rassemblement étaient présents.

Avec des mots très durs pour le gouvernement et le chef de l'État.

« *C'est un discours de guerre qu'emploie Nicolas Sarkozy* », a énoncé André Paccou de la LDH. « *Cette nouvelle dérive sécuritaire est une préparation de l'élection présidentielle. Avec des mesures qui vont au-delà de ce que prône le Front national* », a-t-il martelé.

« *Avec ce qui arrive aujourd'hui aux Roms, on atteint une limite* », a lancé à sa suite Julia Sanguinetti du PNC. « *C'est la conséquence d'étapes successives qui ont été banalisées. Stigmatisation de la société corse, des cités, fichage des enfants, arrestations à outrance...* », a énuméré l'élue.

Annie Biancarelli du réseau des enseignants résume : « *Nous avons accepté petit à petit d'abdiquer nos libertés fondamentales. Aujourd'hui on oppose des pauvres à des pauvres... Ce sont des escalades que l'on a déjà vues dans le passé.* »

Les mesures qui sont annoncées sont « *contre la loi* » rappelle Me Jean-François Casalta du collectif des avocats « *Elles vont contre la déclaration des droits de l'homme de 1789. Elles sont en train de souiller le pays des droits de l'Homme...* »

Tous se retrouvent pour dire qu'au-delà de la précarité sociale, on risque aujourd'hui de dériver vers la précarité démocratique.

Si les discours sont fermes, le 4 septembre, le rassemblement sera pacifique. Et peut-être même « *festif* ». Artistes et écrivains ont accepté de dire des poèmes, de jouer des sketches, de chanter...

La rentrée s'annonce revendicative.

Isabelle Luccioni